



PROJETS À LA LOUPE

RENCONT'ROMS NOUS

La parole aux premiers concernés

*Interview de Nathanaël Vignaud
Coordinateur et président de l'association*

Rencont'Roms-nous est une association toulousaine, qui a pour objectif de (re) donner la parole aux premiers concernés, les habitants Roms du terrain de la Flambère, et de lutter contre les discriminations, en remettant les personnes au cœur de l'action. Elle a été co-fondée en 2013 par Nathanaël Vignaud dans le cadre d'un projet étudiant. La démarche initiale était culturelle et inclusive, pour créer des projets avec les Roms et non pas sur les Roms.

Depuis, et si le bidonville a vu quelques améliorations en 15 ans, l'association a parcouru un long chemin : elle a renforcé son action culturelle et s'est engagée sur les volets de l'éducation et de l'insertion professionnelle avec les jeunes du terrain. Rencontre avec Nathanaël pour comprendre l'intérêt et la portée de cette démarche participative, porteuse d'émancipation pour tous les habitants.

Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 23 nov. 2021

Crédits photo : Rencont'Roms-nous

1 PROJET EN 3 VOLETS

La culture, le cœur historique de l'association

« L'association s'est lancée sur le terrain de la Flambère à Toulouse, sur lequel il y avait au départ 220 personnes, pour 170 aujourd'hui. Dès le départ, on a constaté que cette activité culturelle manquait et qu'il y avait un réel besoin de la part des habitants. On a pérennisé l'association en développant le projet culturel autour de 2 axes :

- La diffusion des cultures tsiganes, de plus en plus portée et animée par les habitants.
- L'ouverture culturelle, notamment des jeunes vers de nouveaux univers (le théâtre, la photo, la danse, etc.). Cela comprend des sorties culturelles, des actions qui font participer les jeunes à la vie sociale, à la vie culturelle, et à la vie du territoire. »

L'éducation, un enjeu renforcé autour d'un nouveau métier

« On a lancé depuis 2017 un volet éducation dans nos actions, qui s'est renforcé depuis 2020. Andrei Nicolai, déjà salarié de l'association, est devenu notre médiateur scolaire et prend en charge le suivi scolaire des 45 enfants du terrain. Nous sommes aujourd'hui présents tous les jours après un long travail souterrain sur ce volet d'éducation.

L'association offre un tremplin vers l'insertion professionnelle

Rencont'Roms-nous compte 3 jeunes salariés et 5 volontaires en service civique. Tous sont des jeunes du terrain, qu'on accompagne pour que ce soit un tremplin pour leur insertion socio-professionnelle. Et l'équipe d'aujourd'hui, ce sont des enfants que j'ai connus il y a 8 ans. L'accompagnement s'est fait dans la durée et donne aujourd'hui des envies et des exemples aux petits.



Et ton rôle dans ce projet, Nathanaël ?

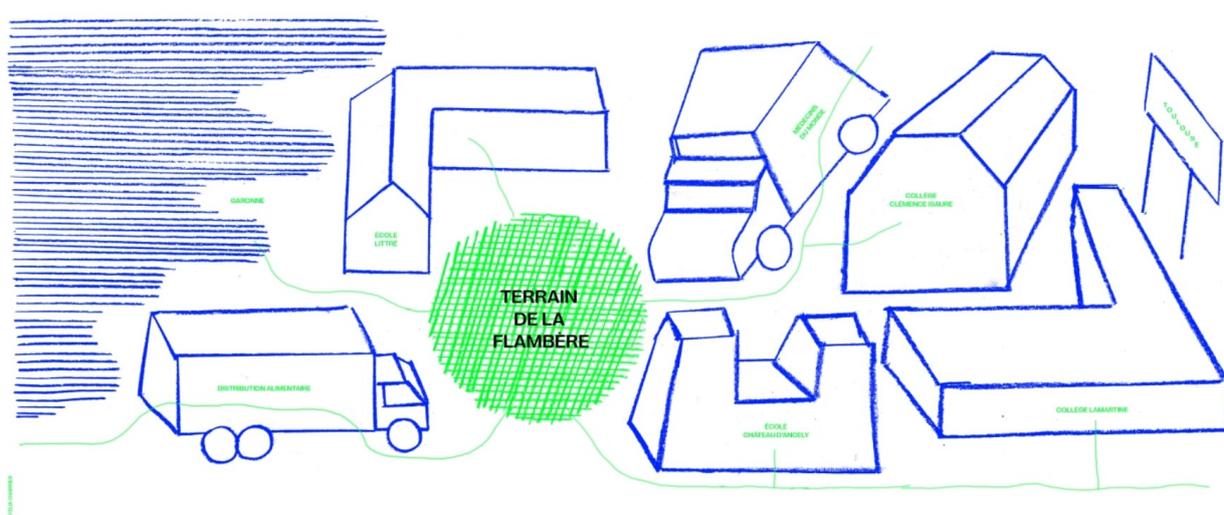
« Je suis le président coordinateur de l'association. Mon rôle est d'impulser les projets avec les jeunes et de gérer la partie administrative. Je suis présent mais de moins en moins et différemment. Mais je les accompagne en leur disant constamment de faire comme si je n'étais plus là demain. Car à terme, c'est l'objectif. Je veux qu'ils prennent conscience qu'ils ont les capacités de faire sans moi. »

LE BIDONVILLE DE LA FLAMBÈRE & SES HABITANTS

Les Roms de la Flambère ne sont pas « les Roms » - « La première précaution que je veux prendre est de dire que je ne parlerai que des jeunes du terrain de la Flambère, pour ne pas faire de généralités sur les jeunes Roms. Toutes les personnes qui vivent en bidonville en France ne sont pas Roms. Et tous les roms ne vivent pas en habitat précaire. A Rencont'Roms nous, nous essayons de ne parler que de ce qu'on connaît. »

La Flambère, c'est un « bidonville » - « La Flambère va bientôt fêter ce triste anniversaire de ses 15 ans d'existence. C'est un bidonville : il n'y a par exemple pas de sanitaire, pas de toilette entretenue. Nous sommes proches du centre-ville de Toulouse. Les conditions de vie y sont déplorables. Si ça s'est un peu structuré et amélioré en 15 ans, ça reste un bidonville avec tout son quotidien précaire ».

Situation politique et sociale des habitants - « Quand nous sommes arrivés en 2013, les citoyens bulgares et roumains n'avaient pas le droit de travailler en France. Avant l'obtention de ce plein droit européen en 2014, très peu d'habitants de la Flambère travaillaient. Et en l'absence de revenus, ils se tournaient vers la mendicité notamment. Quant aux enfants, leur quotidien était entre le terrain, la mendicité, et l'école parfois pour les plus jeunes qui y allaient. Notre association leur a proposé une ouverture possible, non seulement culturelle, mais aussi sur la ville. »



Un accompagnement rendu possible dans la durée - « La Flambère est un terrain qui est conventionné par la Mairie de Toulouse et qui n'est donc pas expulsable. Cette stabilité relative nous donne l'avantage de travailler dans la sérénité. SOLIHA a été mandatée par la Mairie, depuis 2015, pour le suivi socio-professionnel, l'accès au logement, à l'emploi et à la scolarité des enfants. »

Les Roms ne sont pas nomades, et il faut le rappeler. Ils ne veulent pas voyager mais vivre en appartement comme tout le monde. Il y a un désir d'inclusion, d'intégration. Mais le parc social est saturé et c'est compliqué. Certaines familles ont tout de même pu être relogées, ce qui a libéré de l'espace.. et ce sont alors d'autres familles, les cousins, les frères et sœurs qui ont rejoint le terrain. Toutes viennent du même village en Roumanie et se connaissent. »

La langue, une barrière qui tombe progressivement - « Globalement le niveau est plutôt bon à la Flambère, excepté pour quelques adultes et pour les personnes âgées. Et comme environ une personne de chaque famille travaille sur le terrain, l'apprentissage du français progresse. Les jeunes dans l'association sont tous passés à minima par l'école malgré des parcours parfois chaotiques. Il y reste quelques jeunes à la marge qui ne parlent pas trop français, mais souvent parce qu'ils sont arrivés il y a peu de temps. »

LE BIDONVILLE DE LA FLAMBÈRE, & SES HABITANTS (SUITE)

Le quartier et les riverains - « Il existe quelques tensions avec les riverains, plus ou moins graves, et avérées. Et les habitants du terrain ne sont pas tout blancs en la matière. Mais globalement, le racisme et les discriminations se perçoivent assez facilement à l'encontre des Roms et il y a des formes de rejet de la part des riverains. Une des familles avait été par exemple relogée en appartement dans un autre quartier de Toulouse, mais elle est revenue sur le terrain car elle a fait l'objet de menaces de mort de la part de voisins. C'est une réalité. L'autre réalité, c'est qu'il y a aussi des personnes très sympathiques qui les accueillent et qu'il y a une volonté de leur part de s'insérer et d'être le plus discrets possibles. Nous menons en tout cas un travail avec les associations autour pour que les habitants du terrain reprennent eux-mêmes possession du quartier. »

Rencont'Roms-nous, à l'interface avec les institutions - « Pendant quelques années, nous avons peiné à nous faire reconnaître comme association et acteur de terrain légitime. On a toujours préféré ne pas avoir la reconnaissance des institutions et garder notre morale et nos valeurs pour nous.

Mais grâce à cette tendance de remettre les premiers concernés au cœur des actions, les institutions sont passées par nous de plus en plus pour porter des messages auprès des habitants. La mairie a vu que certains choix faits pour l'aménagement du terrain étaient mieux acceptés et reconnus quand ça se passait avec les habitants.

Et depuis le premier confinement, comme l'association est restée présente tout du long, un tournant s'est amorcé dans la relation avec les partenaires et les institutions. Les travailleurs sociaux étaient confinés alors que l'association et les jeunes sont restés présents en continu et ont fait un gros travail quotidien pour gérer la crise sanitaire au mieux. Les institutions ont été obligées de le voir. De voir que ce sont les jeunes qui ont décidé de prendre ce risque et qui l'ont endossé dans la durée. »



PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS

Sortir de la stigmatisation collective et prendre sa place d'individu, un défi quotidien pour les jeunes

La lutte contre les préjugés, incarnée par les premiers concernés - « Depuis quelques années, la lutte contre le racisme et les discriminations a beaucoup plus d'impact quand ce sont les premiers concernés qui la portent. Et quand on fait intervenir des habitants du terrain dans des projets culturels, ce n'est pas seulement pour les faire sortir, c'est pour qu'il puisse se passer quelque chose *humainement parlant*. C'est-à-dire que les citoyens, le grand public, voient les habitants autrement que comme des Roms qui font la manche, qui sont au feu à laver les pare-brises ou qui volent. Ces moments sont festifs et conviviaux et permettent justement que le public connaisse mieux les habitants, à travers des histoires, des récits, des paroles, portés directement par les jeunes et ce, dans des cadres très variés. C'est en ça que la culture est un instrument très fort, qui permet de changer les regards. »

Toucher, au-delà des convaincus - « Une des limites qu'on rencontre, est que ce sont souvent des personnes déjà convaincues qui viennent. Donc nous essayons de parcourir la ville, le territoire, d'investir des formes différentes pour que les jeunes aillent chercher des personnes qui ne seraient pas naturellement convaincues. Toucher les plus éloignés, ça passe aussi par un travail que nous menons en partenariat avec plein de structures extérieures pour que chacune mobilise son réseau et son public... et en passant par le public du partenaire impliqué, ça force un peu la rencontre. »

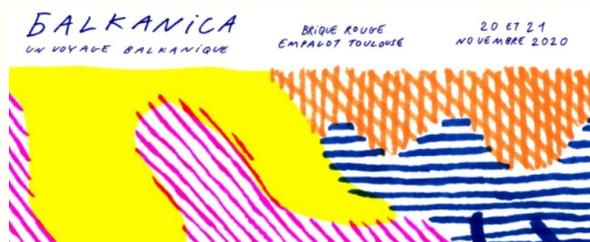
Des projets forçant la rencontre entre publics éloignés - « Nous venons de participer au festival Balkanica pour lequel nous avons travaillé avec la MJC Toulouse-Empalot, qui est un quartier prioritaire à Toulouse. Il faut savoir qu'il y a beaucoup de préjugés et de discriminations à l'égard des Roms

au sein des populations vivant dans ces quartiers. Et les Roms du terrain, aussi, ont beaucoup de préjugés à leur égard, notamment vis-à-vis des musulmans et des arabes. L'idée était donc de créer des projets artistiques et culturels communs pour les jeunes. Et ça marche, mais ça prend évidemment du temps... tout ne se fait pas en un seul projet.



On mène un projet similaire autour de la danse depuis quelques années : on a fait participer des jeunes filles du terrain de la Flambère à un projet de danse existant sur le quartier de Bellefontaine. Elles se sont mélangées avec des jeunes maghrébines et musulmanes. Au début du projet en 2016, il y avait 2 groupes bien distincts : les jeunes du terrain et celles du quartier Bellefontaine. Et le contact n'est pas bien passé du tout au début, elles s'insultaient mutuellement. Puis petit à petit les 2 groupes en ont fait 1 seul, qui fonctionne très bien désormais.

Sur le quartier de la Flambère, on travaille aussi avec la MJC et l'Espace de Vie Sociale sur des événements qui permettent de mélanger le public. Et fin octobre dernier, les jeunes ont fait une représentation de leur pièce de théâtre dans un quartier derrière la gare à Toulouse, devant des gens qu'on ne connaissait pas. Donc on essaie de faire des actions différentes, de tailles différentes, dans plein de lieux, des lieux de vie comme des lieux culturels plus marqués. L'idée est de diversifier les espaces et les projets pour diversifier les cibles potentielles, et toucher un plus grand nombre de personnes. »



PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)

S'émanciper, ça veut dire quoi pour un jeune Rom de la Flambère ?

Une prise de conscience de son potentiel individuel - « Tout le travail de l'association est tourné vers l'objectif que les jeunes prennent conscience de leur potentiel. S'émanciper passe par savoir qui on est, ce qu'on veut faire, et par se donner les moyens d'agir sur sa vie. Choisir la vie qu'on entend pour soi-même. L'association cherche donc à leur donner un maximum d'outils pour se questionner et choisir les bonnes voies pour eux. »

Le droit à l'erreur - « Nous donnons aussi ces outils dans le but qu'ils essaient. Nous travaillons comme ça dans les projets culturels que nous menons : on ne sait pas s'ils vont marcher mais on décide d'essayer. On n'a pas peur de l'échec ou des projets qui ne fonctionnent pas. »

Oser s'approprier sa ville - « L'association dit aux jeunes : « vous êtes libres ». Un de nos constats était qu'ils ne connaissaient pas leur ville. Or, pour se sentir citoyen, il faut s'approprier sa ville. C'est pour ça qu'on parcourt avec eux le territoire : pour leur montrer que ce n'est pas parce qu'ils habitent dans un bidonville, qu'ils n'ont pas le

droit d'aller en centre-ville, qu'ils n'ont pas le droit d'aller dans un musée, de faire telle ou telle activité. Les aider à s'émanciper, c'est leur donner des clefs pour se déplacer, et qu'ils aient cette envie de découvrir leur patrimoine et faire tout ce qu'ils s'interdisaient. »

Prendre conscience de leur place et porter leurs revendications dans la société - « Nous avons commencé à travailler sur l'idée « d'apprendre à lire une info », pour décrypter les infos sur internet notamment et apprendre à ne pas tout prendre pour vrai. Les jeunes parlent spontanément beaucoup d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen. Ils sont marqués et ont un peu peur à certains égards. On est donc amené à parler politique et orientations politiques sans que nous ne cherchions à les influencer sur qui voter. Mais d'eux-mêmes ils en parlent et prennent conscience qu'ils ont un rôle à jouer dans la lutte contre le racisme et les discriminations. C'est une avancée en termes d'émancipation : ils sont des acteurs et pas des faire-valoir. Ils ne sont pas là juste pour témoigner des discriminations. Ils agissent et c'est ça qui est important. »

Susciter chez les jeunes le désir de participer

Un tournant grâce à l'engagement des jeunes en service civique - « On ne s'est jamais posé la question de comment générer de la participation. Ça s'est fait progressivement et assez naturellement dès le début. Mais il y a eu un tournant en 2018 quand on a accueilli le premier jeune en service civique. Il était donc obligé de participer car engagé auprès de l'association. Et on a proposé ces volontariats car il y avait une demande des jeunes à être de l'autre côté de la barrière : quand on faisait des sorties culturelles pour les petits, il y avait toujours des grands qui souhaitaient accompagner. Ils avaient le souvenir de ce qu'ils faisaient quand ils étaient petits avec l'association et souhaitaient y participer à nouveau, mais du côté accompagnant. C'était un moyen pour eux de sortir du bidonville. Pour moi ça se passait toujours très bien avec les enfants, mais j'ai vu qu'il y avait une autre dynamique, il se passait autre chose de plus quand les plus grands étaient avec moi dans les ateliers. »

PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)



Du pilotage de projet au porte-parolat, un engagement complet pour les volontaires -

« Désormais on forme les jeunes en service civique à la gestion de projet : chacun propose une action dans le cadre de son contrat et la pilote. Et leur rôle se renforce depuis 2018 : ils ne sont plus seulement organisateurs, concepteurs d'actions : ils prennent la parole en public, ils sont les principaux ambassadeurs de la lutte contre le racisme et les discriminations. Ce sont eux qui répondent aux journalistes, qui vont à la radio, qui animent des débats sur les projections de film. »



Le parcours exemplaire d'Andrei - « Andrei était au collège et avait un stage d'observation à faire. Il a très rapidement arrêté celui qu'il faisait à Carrefour et est revenu vers nous avec son souvenir des sorties qu'il faisait avec nous enfant et son souhait désormais de revenir vers nous du côté accompagnant. Et cette expérience a été une révélation pour lui : il a adoré le travail avec les enfants. Après 2 ou 3 stages avec nous, il est devenu volontaire en service civique et a travaillé pour exercer ce métier. Il nous a fait part de son souhait d'être embauché, mais nous étions trop petit comme association à l'époque. On a mis 1 an et demi mais on a trouvé les fonds pour son contrat. Et on a pu le salarier en 2020 ! »

Au sujet des écueils à lever pour faire participer toutes et tous

Communiquer sur le sens des projets - « Un écueil est celui du *one shot* des projets. Ce n'est pas facile de faire comprendre aux parents que faire un stage de danse, participer à un spectacle... ce n'est pas juste de l'animation et de l'occupation des enfants pour se faire plaisir. Il y a du sens derrière et un travail souterrain pour leur émancipation. Quand on fait participer les plus grands, il est important d'y mettre du sens et de faire comprendre pourquoi on fait participer et pourquoi les jeunes veulent participer. Mais nous sommes dans un jargon qui n'est pas toujours facile à faire comprendre aux parents. Et moi je ne vais pas plaquer ces objectifs et les imposer à la personne qui va participer. Du coup il nous faut être dans ce dialogue permanent et dans la co-construction pour que ces actions réussissent. Mais c'est progressivement rendu plus facile parce que les volontaires en services civiques font ce travail de lien et recueillent aussi les attentes des familles. Ils font les médiateurs. »

PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)



Des petits vers les plus grands, une stratégie au long cours

- « Le processus de la participation est très long. Et ce ne sont pas tous les habitants qui participent. Nous avons pris le parti de passer par les enfants au début en 2013, parce que ce sont ceux qui participent le plus facilement, quel que soit le public d'ailleurs. On a donc travaillé la participation des enfants et grignoté petit à petit vers les plus grands, comme les 15-25 ans avec qui on travaille avec les services civiques. Et on est en train de toucher de plus en plus les parents, même si ça reste encore très à la marge. On n'en est qu'au début. »

Une participation plus évidente ou plus visible chez les garçons

- « Nous avons régulièrement des filles qui sont volontaires en service civique. Mais on ne s'impose pas la parité, on fait en fonction des opportunités. Les filles volontaires veulent en général moins s'afficher que les garçons, sur la prise de parole et les photos. Cela peut donner l'impression qu'elles sont moins présentes, mais on respecte leur choix. C'est un axe de travail pour nous car c'est effectivement moins naturel pour elles, et il y a des aspects culturels qui expliquent cela. On n'a pas la prétention de tout changer, ce n'est pas notre rôle. Et autant les jeunes en service civique peuvent faire de la médiation avec leurs parents, autant c'est plus difficile sur des sujets comme ça parce qu'ils sont eux-mêmes tiraillés entre leur propre culture et ces attendus. Mais le travail avec d'autres partenaires permet de leur offrir cette ouverture et cette évolution lente. »



LA CULTURE, UN LEVIER INCONTOURNABLE POUR L'ÉMANCIPATION DES JEUNES

Les précautions indispensables dans la diffusion des cultures Roms - « Le risque de la folklorisation, c'est une question que l'on se pose tout le temps. Montrer pour montrer n'a pas d'intérêt. Et je pense justement que la participation empêche cet écueil. Quand on est arrivé en 2013, des événements sur la culture tsigane, il y en avait beaucoup ! Mais très peu se faisaient avec des Tsiganes ou des Roms. On essaie, pour notre part de lutter contre ce risque, en mettant les habitants au cœur de ces actions. Dans nos événements de diffusion de culture tsigane, il y a toujours des temps de rencontres et d'échanges. Et quand on conçoit les projets, c'est toujours dans le dialogue : que veulent-ils montrer ou ne pas montrer, dire ou ne pas dire ? Et il ne s'agit pas là de cacher ou dissimuler des parts de réalité. Mais il y a des aspects de la culture qu'ils veulent garder en toute intimité et il faut le respecter. On travaille sur ce dont ils sont fiers et qu'ils souhaitent porter. On ne leur dit pas « On veut qu'à la fin, ce soit ça le message ! ». Ils ne sont pas nos porte-parole. »



Ce que les jeunes expriment dans les créations culturelles et artistiques –

« Avant de s'exprimer, ils prennent déjà conscience qu'ils peuvent exprimer. Dans tous les projets, il y a ce travail de prise de confiance en soi. Nous allons les titiller sur ce qu'ils peuvent faire, on fait des jeux pour qu'ils se lancent. Sur le projet théâtre, aucun n'en avait fait avant. Et au début, ce n'est pas évident de se lancer dans de l'improvisation, ils ne savent pas quoi raconter, quoi faire. Ils sont donc partis de ce qu'ils connaissaient, de ce qu'ils aimaient, ce qu'ils regardaient... et spontanément, ils sont partis sur du Charlie

Chaplin, et personne ne savait auparavant qu'ils connaissaient l'artiste. De « je ne sais rien faire », ils sont montés en compétence en 5 mois de travail avec une artiste, et ont monté une pièce de 40 minutes. Ils se sont découverts du talent. Alberto nous a dit : « J'ai appris que je pouvais faire rire les gens. »

Apprendre à faire des ponts entre son parcours individuel et le collectif –

« Nous avons travaillé avec la prise de parole et le récit, pour apprendre à raconter son histoire et savoir surtout ce qu'on souhaite en dire. Maintenant qu'ils maîtrisent des prises de parole en public, on va pouvoir aller plus loin dans ce travail. Nous avons réfléchi avec eux à la question : « Comment faire de son histoire une force ? », et cela passe par le développement d'une argumentation plus poussée et d'un discours plus percutant, par la démarche de s'appuyer sur des faits, parfois sur des chiffres, et des argumentaires plus construits. Et l'exercice peut se faire sans plaquer des messages tout prêts. L'enjeu est de leur donner tous les outils et toutes les armes pour qu'ils ne soient plus seulement en posture de témoigner, mais aussi de déconstruire des préjugés et des discours stigmatisants. »



LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE

Retour sur une journée décisive, de rencontre inédite avec les professionnels de l'éducation concernés.

« Un petit historique est nécessaire pour comprendre la genèse de l'arrivée d'un médiateur scolaire sur le terrain. SOLIHA était présente depuis le conventionnement du terrain et avait le volet éducation dans son cahier des charges, avec l'accompagnement socio-professionnel. Mais dès 2017, nous travaillions déjà à la marge sur ce volet, en lien notamment avec le CASNAV*, avec qui nous avons organisé une journée de rencontres professionnelles sur la scolarisation. Ils avaient mobilisé une cinquantaine d'acteurs de l'Éducation nationale et nous avons, de notre côté,

mobilisé une cinquantaine d'acteurs locaux (habitants, associations, institutions). Jamais encore en France n'avaient eu lieu de tels échanges avec tous les acteurs, sur les obstacles et freins, et sur l'esquisse des solutions. Étaient présents deux établissements scolaires où étaient inscrits des jeunes du terrain. Et nous rencontrer durant cette journée, nous a permis de commencer à travailler avec ces établissements sur des projets culturels. La scolarité des jeunes était alors un peu en dents-de-scie. Mais nous n'avions pas la main sur leur suivi scolaire, à la charge de SOLIHA alors. Pourtant, petit à petit, entre 2018 et 2020, de manière très souterraine, très informelle, et parcellaire, les établissements ont commencé à nous solliciter pour tel élève, tel dossier, pour avoir de l'info, pour contacter les parents... »

**CASNAV: le centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs, est une structure d'expertise académique qui mobilise tous les dispositifs pour organiser au mieux la scolarité des publics allophones et itinérants.*



Le tournant : la continuité pédagogique assurée par l'association durant le confinement

Une présence nécessaire face à 3 urgences -

Lors du premier confinement de 2020, SOLIHA était absente du terrain. Avec l'accord des jeunes, nous ne sommes pas restés confinés face aux trop grands besoins du terrain. Et on a complètement réadapté nos missions pour répondre à la première urgence sanitaire et sociale. Il fallait sensibiliser les habitants aux gestes

barrières, leur diffuser l'information. On ne savait rien, tout le monde avait peur. La deuxième urgence était l'aide alimentaire, car les gens n'avaient plus de travail, plus de revenu, certains ne pouvaient plus aller faire la manche. Et la troisième urgence était la continuité pédagogique car les enfants n'avaient pas d'ordinateur, pas de connexion internet, pas de possibilité de suivre à distance une scolarité.

LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Un état des lieux de la scolarisation à la Flambère -

« On a commencé par réaliser un état des lieux du terrain qui n'avait pas été actualisé depuis 2015. L'idée était de voir le nombre d'enfants présents sur le terrain, le nombre d'enfants inscrits et ceux qui n'étaient pas inscrits à l'école. Notre premier constat était que tous les enfants n'y étaient pas. N'avaient été accompagnées que les familles présentes sur le terrain à l'arrivée de SOLIHA. Comme les nouvelles familles n'étaient pas accompagnées, les enfants n'étaient pas inscrits à l'école. Le deuxième constat était que même parmi les enfants inscrits (70% environ), tous n'allaient pas pour autant à l'école. »



Un lien au quotidien entre les enfants et les établissements durant le confinement -

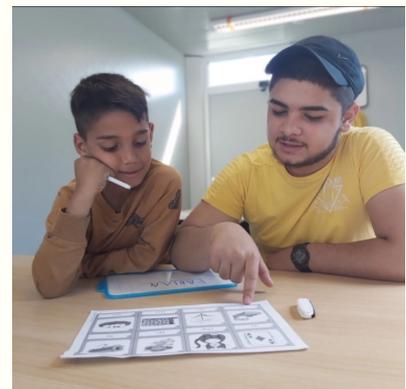
« On a donc mis en place la continuité pédagogique sur le terrain : pour ça, on est allé voir les 8 établissements, pour aller chercher les enveloppes et les remettre aux enfants... qui nous ont rapidement dit qu'ils ne savaient pas, seuls, comment s'en saisir. Alors on a aussi mis en place sur le bidonville un accompagnement scolaire. La Ville nous a autorisés à investir un Algeco non utilisé sur le terrain, qu'on a transformé en une petite classe, où 2 fois par semaine, avec l'aide précieuse d'étudiantes, on aidait les enfants à faire leurs devoirs remis par les établissements. Etaient présents tous ceux qui étaient inscrits à l'école mais aussi les non-inscrits à l'origine. On a le souvenir d'avoir appris à des enfants à écrire leur prénom pour la première fois.

Cette expérience durant le confinement a permis de démontrer que l'association avait tout à fait les épaules pour s'emparer davantage de l'éducation. »

Une fenêtre d'opportunité : une enveloppe DIHAL* nouvellement dédiée à la médiation scolaire.

« Sur son enveloppe de 8 millions d'euros, la DIHAL a décidé d'en dédier 1 million à la médiation scolaire pour financer de nouveaux postes. Nous ne nous étions jamais posés sur cette question mais pendant le confinement, la DIHAL nous a repérés et renvoyé que notre manière de faire correspondait à la médiation scolaire. Donc on a déposé un dossier et obtenu un poste de médiateur scolaire, qui a été confié à Andrei depuis août 2020, il est devenu médiateur scolaire. »

**Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement - La DIHAL est chargée d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des priorités de l'Etat en matière d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans-abri ou mal logées.*



LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Médiation scolaire à la Flambère, un projet bâti sur 3 piliers :

« *aller à l'école, rester à l'école, réussir à l'école.* »

« On est parti de 2 constats : les enfants ne sont pas tous inscrits à l'école, et quand ils sont inscrits, ils n'y vont pas forcément. Ce sont ces deux constats qui nous ont amenés à construire le projet autour de ses 3 axes :

Aller à l'école : cet objectif renvoie à tout ce qui concerne l'inscription scolaire, les démarches administratives et les freins aux déplacements. L'enjeu était d'activer tous les dispositifs et mécanismes possibles, comme la gratuité pour les déplacements pour les enfants de moins de 6 ans.

Rester et réussir : Comment faire pour qu'une fois à l'école, les enfants s'y sentent bien et accueillis ? « Réussir » ne renvoie pas à avoir les meilleures notes, mais à permettre aux enfants de se projeter, de profiter de l'école pour acquérir un maximum de connaissances, de savoir-être et de savoir-faire pour leur vie professionnelle future. A commencer par savoir que la vie professionnelle n'est pas que du nettoyage. On veut qu'ils se donnent un maximum de chances pour réaliser leurs rêves. La médiation scolaire doit donner et redonner le droit de rêver aux enfants.

La mise en œuvre de cet enjeu de « rester et réussir », passe par les échanges avec les équipes enseignantes, les établissements scolaires, au sein des réunions de suivi.

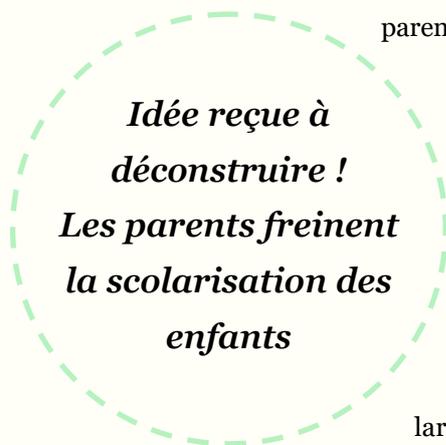
Cela passe aussi par la création de liens entre nos projets culturels et l'école, pour que les enfants trouvent un écho aux projets auxquels ils participent, au sein de l'école. Mais aussi pour qu'à la faveur de ces projets, se mélangent les enfants du terrain ou les autres enfants.

Et enfin, ça passe aussi par le soutien scolaire qu'on a pérennisé : l'association met en place de l'aide aux devoirs 2h après l'école 2 fois par semaine. »



LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Un dernier axe incontournable : réimpliquer les parents - On a le souci permanent de ne pas faire à la place des parents et de les mettre au cœur des projets. D'ailleurs, ce travail qu'on a avec eux à travers l'école, facilite aussi doucement l'implication des adultes dans les projets culturels. Un autre lien s'est créé et permet d'élargir le spectre de la participation.



« Le préjugé selon lequel les parents Roms sont un frein à la scolarisation des enfants est faux. Déjà, factuellement, tous les enfants du terrain sont maintenant scolarisés, ce chiffre parle de lui-même. Ensuite, tous les parents tiennent un discours de regret de n'avoir eux-mêmes pas eu la chance d'aller à l'école et aujourd'hui d'en pâtir, de ne pas parler bien français, de devoir être dans des emplois précaires quand ils en ont. Ils veulent un meilleur avenir pour leurs enfants, et c'est une des motivations fondamentales de leur migration vers la France.

Un deuxième signe de ce souhait des parents s'observe sur le terrain et certainement plus largement : les parents des collégiens les amènent tous les jours à l'école. Il y a de l'absentéisme des enfants mais ils sèchent une fois qu'ils sont à l'école, sans que les parents ne soient toujours au courant. Et 95% des parents sont allés à l'école pour les réunions avec les équipes éducatives. Le problème ne vient pas des parents. Ils sont parfois démunis quand les enfants ne veulent pas y aller.

Mais ils ont un discours incitateur. »

La mise en œuvre concrète de la médiation par Andrei

« La mise en œuvre du projet n'a pas été facile pour lui. C'est un métier qui a beaucoup de facettes et qui est tout nouveau. Personne n'est encore d'accord sur le périmètre du médiateur scolaire : que fait-il et que ne fait-il pas ?

Et Andrei a une force et un frein : il est du terrain. Il représente à la fois le cadre extérieur et l'intérieur. Il endosse parfois un discours et une posture qui peuvent aller à l'encontre de sa culture.

C'est aussi complexe au niveau administratif : ce métier demande d'écrire, de rendre des comptes. Ce sont des choses qu'il ne maîtrise pas tout le temps.

Mais notre projet quand on le compare à d'autres, est assez encourageant, avec des résultats concluants. On est en train de travailler sur des formations pour s'outiller collectivement : on a contacté Cofrimi pour une formation collective sur mesure sur de la médiation scolaire, avec des psychologues, des médiateurs. »

PORTÉE POLITIQUE DES ACTIONS DE RENCONT'ROMS-NOUS

Partir de l'action de terrain, avant de revendiquer - « On fait du plaidoyer politique mais notre parti pris est de le construire à partir de concret et de terrain. Je préfère faire, tester et expérimenter avant de revendiquer. Je préfère qu'on soit une asso de terrain plutôt que de plaidoyer, même si ce n'est pas incompatible. D'ailleurs les jeunes participent à la campagne #Ecole pour tous, Rencontre'Roms-nous fait partie du cercle de médiateurs scolaires au national aussi. Mais dans ces réseaux et organisations nationales, nous faisons valoir seulement nos actions de terrain. On alimente le plaidoyer par ce qu'on fait, pour rester connectés à la réalité. C'est une posture qu'on a depuis 8 ans et qui explique que l'on n'ait pas toujours été reconnues par les institutions, surtout au début. »

Convaincre au quotidien pour exister - « Convaincre est un travail permanent et jamais acquis. D'ailleurs on n'a aucun financement pérenne et il faut en permanence aller argumenter pour notre action. Et pour cela, on s'appuie aussi uniquement sur ce que l'on fait tout en revendiquant le droit d'essayer. Ce n'est pas un discours facile pour les financeurs, ce droit à l'erreur, mais on revendique la demande d'argent pour essayer, en ayant le droit de se tromper et de prendre le temps pour faire. C'est en train de progresser doucement.

Aujourd'hui un tiers de notre budget vient de la DIHAL et finance le poste, puis nous avons des fonds par le Département, la Région et la Ville. Ces financements ne sont que sur du projet spécifique. On n'a aucun financement de fonctionnement. On essaie aussi de mobiliser des Fondations et le privé mais c'est aussi sur du financement de projet. »

Un message particulier pour les futurs travailleurs sociaux ?

« Le plus important dans le travail social, c'est de « *travailler avec* », sans avoir peur de s'effacer pour laisser les personnes accompagnées agir. C'est plus facile de faire soi-même car on gagne du temps mais les choses ne progressent pas. Elles sont faites mais je pense que ce n'est pas le rôle du travailleur social.

Sinon, j'ai passé beaucoup de temps sur le terrain et je me suis confronté au mélange des genres perso/pro. Moi j'ai toujours considéré ça nécessaire pour construire ce lien, à des degrés différents. Mais j'ai croisé d'anciens travailleurs sociaux qui disaient : « ce n'est pas mon rôle d'aller à un mariage d'un habitant ». Alors certes, ce n'est pas sur la fiche de poste mais à partir du moment où tu as été invité, où tu sais que ça peut faciliter et entraîner des rapports différents, d'humain à humain... pourquoi s'en priver par principe ? Ce mélange des genres est à doser évidemment, mais parfois nécessaire. On n'est pas des robots et on est humains avant tout ! Le travailleur social avec toute sa bonne volonté, ne doit pas être dans la générosité mais dans l'empathie.

Enfin, avec toute la bonne volonté qui peut être celle d'un travailleur social, il faut savoir qu'il fait face à des personnes qui sont sur le bidonville depuis des années et des années. Et il y a forcément de la colère, des choses qui sortent parfois durement. Ce n'est pas la personne qui est visée. Même moi qui suis là depuis 8 ans, je continue à représenter le système extérieur et encaisser des décisions qui ne sont pas de mon fait. Je ne peux pas leur en vouloir parce que certains sont là depuis 15 ans et il n'y a pas eu un début d'évolution. Je dirais donc qu'il faut cette lucidité aussi dans la rencontre et le temps long. »